Réponse du Conseil administratif à la question écrite de M^{me} Anne-Marie Bisetti, du 1^{er} avril 1996, intitulée: «Perquisition chez un ex-employé du Contrôle financier».

TEXTE DE LA QUESTION

Question relative à la perquisition effectuée sur ordre du Conseil administratif au domicile d'un ex-employé du Contrôle financier, vendredi 29 mars, en l'absence de celui-ci, méthodes policières inadéquates dans ce cas.

La question porte sur l'opportunité d'une telle perquisition, opportunité qui peut paraître discutable pour plusieurs raisons:

- le flou général qui entoure certains dossiers du Contrôle financier, je vous renvoie aux articles de presse des 13 et 17 mars;
- sur l'indépendance de ce service, indépendance qui serait relative si une affaire impliquait un magistrat;
- sur le fait qu'on peut mettre en avant le secret de fonction pour étouffer une affaire, alors que tout le monde prétend défendre la transparence.

Je demande donc une explication au Conseil administratif sur les éléments que je viens de mentionner

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Il convient de rappeler que la perquisition n'a pas été ordonnée par le Conseil administratif mais bien par le juge d'instruction en charge du dossier.

Dès lors, le Conseil administratif, qui agit dans le strict respect du principe de la séparation des pouvoirs, ne saurait discuter de l'opportunité d'une telle décision.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Jean Erhardt

Le maire:
Alain Vaissade

Le 14 mars 2001.